

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Une chaîne de restaurants de Hong Kong a brusquement fermé neuf établissements. Elle doit environ 5 millions de HK\$ [650 000 euros] à ses salariés, selon un syndicat qui aide plus d'une centaine de travailleurs à récupérer leurs salaires et les cotisations de retraite dus.

Éditorial

La jeunesse au chômage. Le taux de chômage urbain officiel recensé dans 31 grandes villes était de 6,9 % en mai, selon le Bureau national des statistiques. Mais celui observé chez les jeunes travailleurs âgés de 16 à 24 ans – ce qui englobe les diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur – a atteint 18,4 % en mai, contre 18,2 % en avril. C'est le plus haut niveau atteint depuis que ce bureau a commencé à publier ces données, en janvier 2018. Ce sont des millions de jeunes qui sont dans l'attente d'un travail ! Comme le dit une jeune diplômée, « recevoir son diplôme, c'est devenir chômeur ! » (voir au verso).

La principale raison mise en avant est la pandémie de Covid-19 et les restrictions draconiennes qui ont été édictées dans plusieurs grandes villes, obligeant souvent grandes et petites usines, PME, commerces et transports, chantiers de construction à cesser partiellement ou totalement leur activité. Tout cela est survenu dans un environnement économique mondial déjà marqué par l'inflation et les incertitudes de croissance, voire d'une crainte de récession aux Etats-Unis, de sanctions économiques américaines qui perdurent et de guerre en Ukraine sans fin.

Courir après son salaire. Pour les travailleurs, trouver un emploi ou garder celui qu'on a devient ardu : le secteur immobilier est endetté à en défaillir – « les ventes ont plongé de 59,4 % sur un an », écrit « Le Monde » (4 juillet) –, or « la construction immobilière assurait 25 % de la croissance du pays, en prenant en compte la construction et les matières premières (ciment, acier, verre...) ». Si bien que travailler dans le bâtiment ou sur les chantiers de construction, c'est courir après son salaire et ses cotisations sociales, notamment de retraite (voir au verso). Au mois de juin, par exemple, 47 % des pétitions, manifestations et incidents étaient le fait d'ouvriers de la construction. Exemple : des travailleurs originaires du Sichuan ont manifesté devant un bâtiment de la

municipalité à Qufu, dans la province du Shandong, pour réclamer 2 millions de yuans [300 000 euros] dus à plus de 40 travailleurs migrants. Ces salaires leur sont dus depuis le Nouvel An de 2021 ! Ils ne pouvaient plus envoyer d'argent à leurs familles dans le Sichuan et leurs enfants ne pouvaient plus aller à l'école.

Autres causes de difficultés pour les jeunes diplômés : les nouvelles réglementations affectant les plateformes technologiques d'internet et le tutorat extra-scolaire ont poussé les géants de ces deux secteurs à se débarrasser aussitôt de centaines de milliers de travailleurs. « De l'été 2021 à mars 2022, près de 216 000 personnes auraient perdu leur poste dans le secteur de la tech, selon l'Administration du cyberspace, un chiffre sans doute minoré », écrit « Les Échos » (15 juin). Et le géant New Oriental du très lucratif secteur du tutorat a licencié 60 000 salariés ! Autant de postes en moins et de chômeurs en plus à la recherche d'un emploi...

A Hong Kong, le prix de la stabilité. Dans une telle situation, les travailleurs ont le plus grand besoin d'organisations qui défendent leurs intérêts et leurs droits, mais ce régime ne tolère aucune organisation de travailleurs qui ne soit sous la coupe du Parti communiste chinois (PCC), ni syndicat, ni centre d'aide ouvrier. À Hong Kong, où existaient des syndicats indépendants, le pouvoir a décidé de les condamner à disparaître au nom de prétendues menaces pour l'ordre, puis au nom de la loi sur la sécurité nationale. Ainsi, après la décision de la confédération syndicale indépendante HKCTU de se dissoudre, celle du syndicat des enseignants, c'est au tour du principal syndicat des travailleurs des hôpitaux publics d'annoncer sa dissolution après un vote en assemblée générale le 24 juin dernier. Né fin 2019 lors des grandes manifestations, ce syndicat avait organisé une grève de cinq jours pour une meilleure protection de la population face au Covid.

Le chef suprême Xi Jinping est venu célébrer à Hong Kong ce 1^{er} juillet l'an-

niversaire des vingt-cinq ans de la rétrocession de Hong Kong à la Chine. « Avec ce genre de bon système [Ndlr : un pays, deux systèmes], il n'y a aucune raison de changer. Il doit être maintenu sur le long terme », a dit le président chinois durant la cérémonie d'investiture de John Lee, l'ancien policier désormais nouveau chef du gouvernement de Hong Kong. Des affiches célèbrent la stabilité... au prix de la censure, de la prison et de l'interdiction de fait des libertés syndicales et politiques.

Les livreurs. Dans ces conditions, la situation devient certes plus difficile, mais face à l'exploitation, les travailleurs cherchent toujours à résister, comme nous l'illustrons régulièrement dans ces colonnes. L'idéal pour l'exploiteur, c'est que les ouvriers chinois « ne vont pas seulement travailler toute la soirée, ils vont être à la tâche jusque tard dans la nuit, ils ne quitteront même pas l'usine, alors qu'en Amérique, les gens essaient d'éviter d'aller travailler », c'est ce qu'a dit Elon Musk (« Financial Times » en mai dernier) et ce qu'il a fait en cloîtrant jour et nuit les ouvriers de sa « giga-usine » dans Shanghai confinée... Un syndicat digne de ce nom aurait organisé la résistance face à ces mesures illégales, mais le syndicat officiel ACFTU s'est tu...

Les livreurs sont pour moitié d'anciens ouvriers d'usine (voir au verso). Une anecdote illustre le gouffre entre l'action de l'ACFTU et les besoins des livreurs, confrontés à des délais sans cesse plus contraignants et des tarifs plus rabougris : tandis que l'ACFTU leur dispensait des cours pour leur faire connaître le code de la route, les livreurs, eux, travaillaient à gonfler le moteur de leur cyclomoteur pour raccourcir le temps de livraison... ●

Attention ! La prochaine « Lettre » paraîtra à la mi-août. Nous finirons dans cette édition la publication de l'étude sur la place des travailleurs dans le mouvement révolutionnaire de 1989. Merci à tous les abonnés ! Sans votre soutien, la « Lettre » ne pourrait paraître depuis plus de 30 ans !

« On se soutient les uns les autres »

Voici la suite des extraits de l'enquête menée par la revue « Wired » sur la condition des livreurs.

LE SYNDICAT INFORMEL le plus célèbre est l'Alliance des livreurs, qui a été créée en 2018 pour que les livreurs partagent leurs pourboires entre eux. Son plus célèbre militant, Chen Guojiang aurait géré 16 groupes WeChat touchant plus de 14 000 chauffeurs-livreurs. Chen a été arrêté par les autorités chinoises en mars de l'année dernière pour « provocation de troubles », après avoir tenté d'organiser des grèves parmi ses collègues à Pékin. On ignore qui a dirigé les manifestations après son arrestation et depuis sa libération. Il disait aux travailleurs indépendants « comment se soutenir mutuellement, parce que chacun est faible, mais si on peut former une chaîne, une sorte de solidarité, alors peut-être qu'on peut demander davantage aux plates-formes », dit Yu.

Les contraintes de temps font partie des plaintes permanentes des livreurs. Entre 2011 et 2020, le secteur de la livraison de nourriture en ligne est passé en Chine de 3,4 à 105 milliards de dollars. Mais à mesure que l'industrie s'est développée, de plus en plus de livreurs ont rejoint le secteur, faisant baisser les prix, tandis que les plates-formes ne cessaient de réduire les délais de livraison.

Les chauffeurs-livreurs sont souvent engagés par un réseau occulte d'entrepreneurs...

Dans le même temps, les cas de livreurs impliqués dans des accidents de la route alors qu'ils fonçaient pour effectuer leurs livraisons sont devenus plus fréquents. Un rapport de la police de la circulation de Shanghai a montré qu'au cours des six premiers mois de 2017, un coursier a été impliqué dans un accident mortel de la circulation tous les 2,5 jours environ.

Mais le procédé le plus pernicieux d'une plate-forme est peut-être l'exclusion d'un livreur du système. Une enquête menée en janvier par le centre Zhicheng d'aide aux travailleurs migrants de Pékin a en effet révélé des cas dans lesquels les données du livreur disparaissaient inexplicablement après un accident de la circulation où il était impliqué. Or les travailleurs indépendants doivent utiliser l'application pour prouver qu'ils ont subi un accident du travail, mais s'ils ne peuvent pas accéder à l'application, ils sont incapables de fournir des preuves à l'appui de leurs demandes. (...) Les chauffeurs-livreurs sont souvent engagés par un réseau occulte d'entrepreneurs dans des juridictions différentes, ce qui fait qu'il est difficile de trouver un patron pour témoigner ou pour payer les dommages en cas de problème.

La majorité des chauffeurs-livreurs de nourriture sont des travailleurs migrants issus de régions pauvres et rurales, qui économisent de l'argent pour l'envoyer chez eux ou pour améliorer leur vie. En tant que migrants, ils n'ont pas non plus accès aux prestations sociales telles que l'assurance maladie, l'assurance chômage et une assurance professionnelle, qui, en Chine, sont liées à la résidence, le « hukou ».

Nombre d'entre eux étaient autrefois ouvriers dans un secteur industriel en déclin, où les longues heures de travail répétitif sont la norme. Pour ces anciens ouvriers d'usine, les « jobs » précaires offrent un meilleur salaire, mais aussi de la flexibilité et de l'autonomie. (...)

Le gouvernement chinois a également demandé aux travailleurs indépendants d'adhérer au seul syndicat autorisé en Chine, la All-China Federation of Trade Unions. Contrairement à la plupart des syndicats, l'ACFTU n'est pas organisée de bas en haut. Elle ne rend de comptes qu'au Parti communiste chinois. Et bien qu'elle n'aide pas les travailleurs à négocier collectivement ou à faire grève, elle peut jouer un rôle de recueil de réactions sur les algorithmes de la plateforme. Des appels se multiplient dans tout le pays, y compris dans les branches de l'ACFTU, pour que les travailleurs des plates-formes aient davantage leur mot à dire sur la manière dont les algorithmes sont développés. ●

« Recevoir son diplôme, c'est devenir chômeur ! »

L'expression fait florès parmi la jeunesse diplômée sur les réseaux sociaux chinois, selon un article du « Monde » (4 juillet). Extraits.

« Un an après avoir reçu son diplôme, Alice Song cherche encore son premier travail. Cette diplômée d'anglais de l'Université agricole de Chine, un établissement prestigieux de Pékin, a tenté de décrocher un poste dans une grande entreprise, publique ou privée. Sans succès pour l'instant. "J'ai dû envoyer une centaine de CV et participer à une vingtaine d'entretiens d'embauche." Découragée, elle s'est résolue à reprendre ses études. Comme elle, 4,57 millions d'étudiants chinois ont passé un concours pour entrer dans un master en 2021, soit presque deux fois plus qu'en 2019. Un signe que le marché de l'emploi des jeunes est bouché. "Je me donne encore quelques mois et, si je ne trouve pas, j'accepterai des offres moins payées, ou avec un seul jour de congé par semaine", dit-elle en soupirant.

En mai, le chômage des 16-24 ans a atteint 18,4 % en Chine (contre 5,9 % pour l'ensemble de la population active, un chiffre qui intègre toutefois mal les 300 millions de travailleurs migrants des campagnes). Un record depuis que le Bureau national des statistiques a commencé à publier cet indicateur mensuel, en 2018. Ce niveau risque encore d'augmenter fortement en juillet, quand une partie des 10,76 millions de nouveaux diplômés – soit 14 % de plus qu'en 2021 – gonfleront les rangs des demandeurs d'emploi. (...)

Sur les campus, l'ambiance a radicalement changé. Jusqu'ici, les étudiants trouvaient sans mal un emploi et étaient même démarchés par

les entreprises. "Pour obtenir un poste, j'ai dû passer une dizaine d'entretiens, puis j'ai participé à leur formation. Mais le chef d'équipe était insupportable, l'ambiance déprimante et le salaire trop bas. J'ai laissé tomber", raconte Rachel Wang, 26 ans, tout juste diplômée d'une grande université de Canton.

D'après le site de recrutement Zhaopin, ceux qui ont trouvé un travail récemment commencent en moyenne avec 6 507 yuans par mois [Ndlr : 960 euros], soit 12 % de moins qu'en 2021, et à peine plus que le salaire moyen urbain, de 5 240 yuans [775 euros] par mois en 2021. Pour Rachel Wang, les séances photo de sa cérémonie de remise de diplôme ont un goût doux-amer. "Recevoir son diplôme, c'est devenir chômeur !", veut une expression populaire sur les réseaux sociaux. "Je suis très anxieuse, parce que je n'ai pas de projet clair. Je vais devoir apprendre à mieux me mettre en avant. Le problème, c'est que l'éducation que nous recevons à l'université n'est pas pratique du tout. Tout est très académique... Je pense que je pourrais trouver un travail, mais obtenir un poste intéressant me paraît très difficile", se désespère-t-elle.

Pour elle, ce nouveau statut de demandeuse d'emploi a des conséquences concrètes : obligée de continuer à solliciter l'aide financière de ses parents, quand elle espérait être indépendante, elle se serre la ceinture. "Je réduis mes dépenses. Mais si les jeunes ne consomment plus, ce n'est pas bon pour l'économie chinoise !" ●

Les ouvriers du bâtiment protestent

« Les protestations des travailleurs de la construction en Chine ont atteint un niveau record au cours du premier semestre de cette année, car des projets menés par des promoteurs immobiliers en difficulté ont laissé des travailleurs sans salaire, malgré les promesses du gouvernement de mettre fin à ce problème endémique », écrit « China Labour Bulletin », association de promotion des droits ouvriers basée à Hong Kong. Les manifestations des ouvriers du bâtiment se multiplient normalement avant le Nouvel An, mais cette année elles ont continué jusqu'en été. Elles sont très souvent l'objet de violences policières et de nervis payés par les promoteurs qui ont de l'argent pour les voyous mais pas pour les salaires... Rappelons la grève massive le 20 décembre 2021 des ouvriers de la construction comme du personnel de la gestion immobilière chez le géant de l'immobilier Evergrande à Fuzhou, dans le Fujian, en raison du non-paiement des salaires et des cotisations sociales dus.